ART. 14 N° 885

# ASSEMBLÉE NATIONALE

24 octobre 2024

PLFSS POUR 2025 - (N° 325)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

## AMENDEMENT

N º 885

présenté par

Mme Regol, M. Peytavie, Mme Sandrine Rousseau, M. Davi, M. Lucas-Lundy, Mme Garin,
Mme Arrighi, M. Amirshahi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Voynet, Mme Belluco,
M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière,
M. Duplessy, M. Fournier, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff,
Mme Laernoes, M. Lahais, Mme Ozenne, Mme Pochon, M. Raux, M. Thierry, M. Ruffin,
Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian et M. Tavernier

-----

### **ARTICLE 14**

#### **ANNEXE**

Compléter l'alinéa 21 par la phrase suivante :

« Elle prend enfin également en charge les coûts liés à la meilleure prise en compte des maladies professionnelles des sapeurs-pompiers, résultant de leur exposition aux fumées d'incendies. »

## **EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à alerter sur les lacunes dans la prise en compte des pathologies que peuvent développer les sapeurs-pompiers en raison de leur activité professionnelle, qu'ils soient professionnels, militaires ou volontaires.

En effet, seules deux maladies sont aujourd'hui reconnues comme imputables à la profession de sapeur-pompier, à savoir le carcinome du nasopharynx et le carcinome hépatocellulaire. Pourtant, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), qui a synthétisé un grand nombre d'études

ART. 14 N° 885

sur le sujet, effectue un lien clair entre le métier de soldat du feu et d'autres maladies, qu'il s'agisse du cancer de la vessie, du mésothéliome, du cancer de la prostate ou du cancer des testicules.

Alors que les syndicats de sapeurs-pompiers réclament l'élargissement de la liste des maladies professionnelles pouvant résulter de leur métier et que l'ancien ministre de l'Intérieur avait initié une démarche pour y aboutir, il est urgent de reconnaître sans attendre le lien entre les fumées toxiques et divers types de maladies, comme l'ont fait d'autres États (Canada, Australie, États-Unis) pour accompagner au mieux celles et ceux qui sauvent nos concitoyens.